



RCS : AIX EN PROVENCE

Code greffe : 1301

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de AIX EN PROVENCE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1980 B 00315

Numéro SIREN : 319 428 967

Nom ou dénomination : HOPPS GROUP

Ce dépôt a été enregistré le 28/07/2017 sous le numéro de dépôt 5731

HOPPS GROUP

anciennement dénommée

CIP

1330 Avenue Guilibert de la Lauzière

13592 Aix-en-Provence Cedex 3

RECEPTION
GTC AIX
20 JUL. 2017

Comptes au 31/12/2016



Certifiés conformes par le Président

Frédéric Pons



- SOMMAIRE -

Comptes annuels

Bilan - Actif	3
Bilan - Passif	4
Compte de résultat	5

Faits significatifs, règles et méthodes comptables

Faits significatifs	8
Règles et méthodes comptables	9

Notes relatives au bilan

Immobilisations	13
Amortissements	14
Provisions et dépréciations	15
Créances et dettes	16
Produits à recevoir	17
Charges à payer	18
Charges et produits constatés d'avance	19
Composition du capital social	20
Eléments sur les postes des entreprises liées	21

Notes relatives au compte de résultat

Charges et produits exceptionnels	23
Charges et produits sur exercices antérieurs	24
Transfert de charges	25
Crédit d'impôt pour la compétitivité	26

Autres informations

Identité des sociétés mères consolidant les comptes de la société	28
Effectif moyen	29
Engagement de retraite	30
Engagements hors bilan	31
Intégration fiscale	32
Evénements Post-clôture	33

Comptes annuels

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2016	31/12/2015
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	17 945 538	16 594 581	1 350 957	2 205 509
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	344 563	25 433	319 130	449 181
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions	8 390 000	2 292	8 387 708	
Installations techniques, matériel, outillage	27 964	27 964		
Autres immobilisations corporelles	3 022 277	2 665 644	356 633	305 167
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts	129 954		129 954	97 780
Autres immobilisations financières	164 562		164 562	194 562
ACTIF IMMOBILISE	30 024 858	19 315 915	10 708 943	3 252 199
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	32 090		32 090	5 341
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	4 713 951	621 355	4 092 596	11 711 972
Autres créances	779 682		779 682	1 668 766
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement				
(dont actions propres :)				
Disponibilités	6		6	437
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	352 390		352 390	198 774
ACTIF CIRCULANT	5 878 120	621 355	5 256 764	13 585 291
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
TOTAL GENERAL	35 902 978	19 937 271	15 965 707	16 837 489

Rubriques	31/12/2016	31/12/2015
Capital social ou individuel (dont versé : 8 950 000)	8 950 000	560 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Ecart de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	56 000	56 000
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)	4	4
Report à nouveau	-2 220 337	-1 624 529
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	-1 617 968	-595 808
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
CAPITAUX PROPRES	5 167 699	-1 604 333
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	267 935	484 282
Provisions pour charges	1 498 218	1 497 643
PROVISIONS	1 766 153	1 981 925
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	110 511	78 764
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)	29 528	71 682
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 878 877	2 589 858
Dettes fiscales et sociales	3 471 204	4 003 383
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	144 301	1 088 544
Autres dettes	3 397 434	8 586 000
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance		41 667
DETTES	9 031 855	16 459 898
Ecart de conversion passif		
TOTAL GENERAL	15 965 707	16 837 489

Rubriques	France	Exportation	31/12/2016	31/12/2015
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens				
Production vendue de services	17 826 927		17 826 927	18 358 356
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	17 826 927		17 826 927	18 358 356
Production stockée				
Production immobilisée			952 670	998 052
Subventions d'exploitation				1 000
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			3 748 201	5 415 860
Autres produits			12 502	7 241
PRODUITS D'EXPLOITATION			22 540 300	24 780 508
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)			-55 060	
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			10 046 942	12 068 346
Impôts, taxes et versements assimilés			445 843	396 396
Salaires et traitements			7 309 662	6 764 859
Charges sociales			3 219 009	3 268 019
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			1 602 218	1 976 454
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			613 555	
Dotations aux provisions			71 145	301 006
Autres charges			10 497	671
CHARGES D'EXPLOITATION			23 263 812	24 775 750
RESULTAT D'EXPLOITATION			-723 512	4 758
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés				
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS				
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions			282 700	58 121
Intérêts et charges assimilés			34 758	61 282
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			317 458	119 403
RESULTAT FINANCIER			-317 458	-119 403
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			-1 040 970	-114 645

Rubriques	31/12/2016	31/12/2015
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Produits exceptionnels sur opérations en capital	1 238	
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges	163 538	102 438
PRODUITS EXCEPTIONNELS	164 776	102 438
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	62 922	202 438
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	696 947	77 537
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions	25 433	319 000
CHARGES EXCEPTIONNELLES	785 302	598 975
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-620 527	-496 537
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices	-43 529	-15 374
TOTAL DES PRODUITS	22 705 076	24 882 946
TOTAL DES CHARGES	24 323 043	25 478 755
BENEFICE OU PERTE	-1 617 968	-595 808

Faits significatifs, règles et méthodes comptables

Le 12 décembre 2016, suite à l'homologation par le Tribunal de commerce de Marseille des accords portant sur la cession de son pôle de diffusion d'imprimés publicitaires, constitué des sociétés Adrexo, Advertising Production, Advertising Services et CIP, Spir Communication confirme la réalisation desdites opérations de reprise à compter du 03 janvier 2017 par les propriétaires de Colis Privé (Eric Paumier et Frédéric Pons, leader privé de la distribution de colis au domicile des particuliers) et de Cibléo (Guillaume Salabert, spécialiste de l'échantillonnage et de la diffusion de journaux). La passation avec les tris nouveaux actionnaires s'est déroulée dans les meilleures conditions afin d'assurer le développement pérenne d'Adrexo et des sociétés associées.

Le 30 décembre 2016, la société Spir Communication fait apport au profit de la société bénéficiaire, la société CIP au siège social à Aix-en-Provence. Cet apport est effectué pour une valeur de 8 390 milliers d'euros. La valeur de l'apport a été fixée sur la base de la valeur vénale de l'immeuble apporté. En rémunération de l'apport, la société CIP a attribué au profit de la société Spir Communication 524 375 actions d'une valeur nominale de 16 euros chacune.

MODES ET METHODES D'EVALUATION

Les états financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2016 ont été établis en conformité avec le règlement de l'Autorité des Normes Comptables n ° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées en conformité avec le Plan Comptable Général, dans le respect du principe de prudence, et suivant les hypothèses de base suivantes :

- Continuité de l'exploitation,
- Indépendance des exercices,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants exprimés sont en euros.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont présentées ci-après.

IMMOBILISATIONS

Depuis le 1 janvier 2005 est appliqué le règlement CRC 2002-10, relatif à l'avis sur l'amortissement et à la dépréciation sur les actifs.

Les frais d'acquisition sont comptabilisés en charge.

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition conformément à l'avis 04-15 du CNC.

Concernant les fonds de commerce une provision peut être constatée si la valeur économique est inférieure à la valeur nette comptable.

Les amortissements sont calculés d'après la durée d'utilisation estimée suivant les instructions du règlement 02-10 du CRC.

	DUREE	METHODE
Logiciels < à 15 000 €	1 an	Linéaire / dégressif
Logiciels > à 15 000 €	5 ans	Linéaire
Logiciels développés en interne	3 ans	Linéaire

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition conformément à l'avis 04-15 du

CNC (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisitions des immobilisations) ou à leur coût de production.

L'amortissement est calculé sur la durée d'utilisation estimée suivant les instructions du règlement 02-10 du CRC.

Les durées et méthodes d'amortissement sont les suivantes :

	DUREE	METHODE
Constructions	20 ans	Linéaire
Agencements, Aménagements	5 à 8 ans	Linéaire
Matériel de transport	3 à 5 ans	Linéaire
Matériel technique	5 à 8 ans	Linéaire
Autres matériels et mobilier	3 à 8 ans	Linéaire

EVALUATION DES IMMOBILISATIONS FINANCIERES

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur des avantages futurs de la société est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Des provisions pour risques et charges sont constituées dans le respect des principes comptables et du règlement CRC 00-06.

Les provisions pour risques et charges sont constatées lorsque l'entreprise a une obligation à l'égard d'un tiers et qu'il est probable ou certain que cette obligation provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci. Les mouvements correspondent aux litiges nés ou dénoués sur l'exercice.

EVALUATION DES DETTES ET DES CREANCES

Les dettes et les créances sont évaluées à leur valeur nominale.

L'ensemble du poste client est constitué d'un grand nombre de créances de faible valeur réparties sur plusieurs milliers de clients.

Elles font l'objet d'une provision en fonction de leur risque d'irrecouvrabilité. Ce risque est apprécié en prenant en considération le risque spécifique lié au client et l'antériorité de la créance.

PROVISION POUR RETRAITE

La société comptabilise ses provisions pour indemnités de fin de carrière dans les comptes sociaux.

REMUNERATIONS DES DIRIGEANTS

Le détail de la rémunération des mandataires sociaux n'est pas indiqué pour des raisons de confidentialité car cela reviendrait à donner des informations nominatives.

AUTRES INFORMATIONS

La continuité d'exploitation de la société repose sur l'augmentation du capital en date du 3 janvier 2017 en numéraire libérée par compensation d'une créance en compte courant détenu par Spir à l'encontre de CIP pour 3 452 milliers d'euros et sur l'augmentation du capital en numéraire libérée en espèces d'un montant de 10 millions d'euros.

Ainsi, les prévisions de trésorerie sur 12 mois sont basées sur la réalisation d'un budget 2017 et sont revues en permanence sur la base des résultats réalisés et sur la base des mesures complémentaires telles que :

- des mesures conservatoires et d'économies,
- une gestion optimisée du besoin en fonds de roulement,
- un préfinancement du CICE,
- le recours à des moyens de financement à court terme de type affacturage,
- l'étude de tout autre moyen de financement tel que :
 - . le crédit bancaire,
 - . le crédit-bail,
 - . le recours à l'étalement de charges sociales et fiscales,

Notes relatives au bilan

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT			
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	17 786 332		4 223 995
Terrains			
Dont composants			8 390 000
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Const. Install. générales, agenc., aménag.			
Install. techniques, matériel et outillage ind.	27 964		
Installations générales, agenc., aménag.	212 921		20 575
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique, mobilier	2 622 620		169 407
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	2 863 505		8 579 982
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations			
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	292 342		92 174
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	292 342		92 174
TOTAL GENERAL	20 942 179		12 896 150

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT				
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES	451 568	3 268 658	18 290 101	
Terrains				
Constructions sur sol propre			8 390 000	
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions, installations générales, agenc.				
Installations techn., matériel et outillages ind.			27 964	
Installations générales, agencements divers			233 496	
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique, mobilier		3 246	2 788 781	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES		3 246	11 440 241	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières		90 000	294 516	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES		90 000	294 516	
TOTAL GENERAL	451 568	3 361 904	30 024 858	

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
FRAIS D'ÉTABLISSEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT				
AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	15 131 821	1 462 761		16 594 581
Terrains				
Constructions sur sol propre		2 292		2 292
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales,agenc.,aménag.				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	27 964			27 964
Installations générales, agenc. et aménag. divers	101 390	24 035		125 425
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, mobilier	2 428 984	113 130	1 895	2 540 219
Emballages récupérables, divers				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	2 558 338	139 457	1 895	2 695 900
TOTAL GENERAL	17 690 159	1 602 218	1 895	19 290 482

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES							
Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	

FRAIS ETBL

AUT. INC.

Terrains
Construct.
- sol propre
- sol autrui
- installations
Install. Tech.
Install. Gén.
Mat. Transp.
Mat bureau
Embal récup.

CORPOREL.

Acquis. titre			
TOTAL			

Charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentations	Dotations	Fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES				
Provisions pour litiges	290 150	49 710	93 360	246 500
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions, obligations similaires	1 497 643	282 700	282 125	1 498 218
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.				
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	194 132	39 678	212 375	21 435
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	1 981 925	372 088	587 860	1 766 153
Dépréciations immobilisations incorporelles		25 433		25 433
Dépréciations immobilisations corporelles				
Dépréciations titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participation				
Dépréciations autres immobilis. financières				
Dépréciations stocks et en cours				
Dépréciations comptes clients	7 800	613 555		621 355
Autres dépréciations				
DEPRECIATIONS	7 800	638 989		646 789
TOTAL GENERAL	1 989 725	1 011 077	587 860	2 412 942
Dotations et reprises d'exploitation		702 943	424 322	
Dotations et reprises financières		282 700		
Dotations et reprises exceptionnelles		25 433	163 538	
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts	129 954		129 954
Autres immobilisations financières	164 562		164 562
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	4 713 951	4 713 951	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	289 869	289 869	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	933	933	
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices			
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	340 839	340 839	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés			
Etat, autres collectivités : créances diverses	9 995	9 995	
Groupe et associés	43 529	43 529	
Débiteurs divers	94 517	94 517	
Charges constatées d'avance	352 390	352 390	
TOTAL GENERAL	6 140 539	5 846 023	294 516

Montant des prêts accordés en cours d'exercice 32 174

Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice

Prêts et avances consentis aux associés

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine	110 511	110 511		
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers	29 528	1 657	27 872	
Fournisseurs et comptes rattachés	1 878 877	1 878 877		
Personnel et comptes rattachés	1 498 661	1 498 661		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	660 646	660 646		
Etat : impôt sur les bénéfices				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	1 108 423	1 108 423		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	203 474	203 474		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	144 301	144 301		
Groupe et associés	3 397 434	3 397 434		
Autres dettes				
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL GENERAL	9 031 855	9 003 983	27 872	

Emprunts souscrits en cours d'exercice 22 755

Emprunts remboursés en cours d'exercice 64 910

Emprunts, dettes contractés auprès d'associés

Compte	Libellé	31/12/2016	31/12/2015	Ecart
PRODUITS A RECEVOIR				
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES				
4181000	'Clients - Factures à établir		5 593,82	-5 593,82
4181900	'Clients Groupe - Factures à établir	12 600,00		12 600,00
TOTAL CLIENTS ET COMPTES RATTACHES		12 600,00	5 593,82	7 006,18
AUTRES CREANCES				
4098000	'Rabais, remises, ristournes à obte	80 712,00	71 040,00	9 672,00
TOTAL AUTRES CREANCES		80 712,00	71 040,00	9 672,00
TOTAL PRODUITS A RECEVOIR		93 312,00	76 633,82	16 678,18

Compte	Libellé	31/12/2016	31/12/2015	Ecart
CHARGES A PAYER				
DETTES FOURNISSEURS CPTEs RATTACH				
4081000	'Fournisseurs - Factures non parven	1 151 755,76	1 578 160,76	-426 405,00
TOTAL DETTES FOURNISSEURS CPTEs RATTACH		1 151 755,76	1 578 160,76	-426 405,00
DETTES FISCALES ET SOCIALES				
4282000	'Personnel - Dettes provisionnées p	553 444,89	581 252,62	-27 807,73
4283500	'Personnel - Primes à payer	858 949,06	398 391,00	460 558,06
4286000	'Personnel - Autres charges à payer	86 267,00	31 905,00	54 362,00
4382000	'Organismes sociaux - Charges socia	250 710,65	263 307,57	-12 596,92
4486000	'Etat, autres charges à payer		18 547,00	-18 547,00
4486330	'Formation professionnelle continue	95 369,05	54 283,74	41 085,31
4486340	'Effort construction à payer	30 194,49	32 174,83	-1 980,34
4486350	'Taxe d'apprentissage à payer	45 626,32	48 619,32	-2 993,00
4486360	'Cotisations handicapés à payer	27 037,00	32 597,00	-5 560,00
4486370	'Organic à payer		12 402,89	-12 402,89
4486400	'CET à payer	-9 994,74	-24 859,00	14 864,26
4486500	'Taxe sur les véhicules de société	5 238,00	6 057,00	-819,00
TOTAL DETTES FISCALES ET SOCIALES		1 942 841,72	1 454 678,97	488 162,75
TOTAL CHARGES A PAYER		3 094 597,48	3 032 839,73	61 757,75

Charges et produits constatés d'avance

Compte	Libellé	31/12/2016	31/12/2015	Ecart
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE				
4860000	'Charges constatées d'avance	352 389,93	198 774,34	153 615,59
TOTAL CHARGES CONSTATEES D'AVANCE		352 389,93	198 774,34	153 615,59
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE				
4870000	'Produits constatés d'avance		-41 666,66	41 666,66
TOTAL PRODUITS CONSTATES D'AVANCE			-41 666,66	41 666,66

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	559 375			16
Actions amorties				0,00
Actions à dividende prioritaire sans droit de vote				0,00
Actions préférentielles				0,00
Parts sociales				0,00
Certificats d'investissements				0,00

Rubriques

Entreprises liées Participations

ACTIF IMMOBILISE

Capital souscrit non appelé
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles
Participations
Créances rattachées à des participations
Prêts
Autres titres immobilisés
Autres immobilisations financières

ACTIF CIRCULANT

Avances et acomptes versés sur commandes	
Créances clients et comptes rattachés	2 881 830
Autres créances	43 529
Capital souscrit appelé, non versé	
Valeurs mobilières de placement	
Disponibilités	

DETTES

Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
Avances et acomptes reçus sur commandes	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	4 805
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes	3 397 434
Produits de participations	
Autres produits financiers	
Charges financières	32 204

Notes relatives au compte de résultat

Nature des charges	Montant	Imputation au compte
Charges exceptionnelles pour litiges prud'homme	149 037	6718800
Autres charges exceptionnelles d'exploitation	-86 115	6718000
VNC sur cession d'éléments d'actif incorporels	695 596	6751000
VNC sur cession d'éléments d'actis corporels	1 351	6752000
Dotations aux amortissements exceptionnels des immobilisations	25 433	6871000

TOTAL

785 302

Nature des produits	Montant	Imputation au compte
Reprise sur provisions pour risques et charges	163 538	7875000
Produits des cessions d'immobilisations corporelle	1 238	7752000

TOTAL

164 776

Nature des charges	Montant	Imputation au compte
--------------------	---------	----------------------

TOTAL

Nature des produits	Montant	Imputation au compte
---------------------	---------	----------------------

TOTAL

Nature des transferts	Montant	Imputation au compte
Transfert de charges d'exploitation	334 934	7910000
Transfert de charges d'assurance	4 937	7910050
Transfert de charges de personnel	77 102	7910064
Refacturation interne	2 925 149	7919000

TOTAL

3 342 122

La société a opté pour l'inscription du CICE en réduction des charges de personnel pour un montant de 169 766 €. Le CICE a permis le financement de l'amélioration de la compétitivité de notre entreprise, en nous permettant de poursuivre nos efforts en matière d'investissement et de prospection de nouveaux marchés.

Autres informations

Dénomination sociale - siège social	Forme	Montant capital	% détenu
SPIR COMMUNICATION AIX EN PROVENCE SIRET 31708267502343	SA	24 981 644	100,00 %

Effectifs	Personnel salarié	Personnel à disposition de l'entreprise
CADRE	79	
AGENT DE MAITRISE	48	
EMPLOYES	22	
TOTAL		149

La société comptabilise le montant de ses engagements en matière d'indemnités de départ à la retraite dans ses comptes sociaux depuis 1995.

Le Groupe a fait effectuer une évaluation actuarielle de ses engagements relatifs aux indemnités de fin de carrière, en cas de départs volontaires, en date du 31 décembre 2016.

Les droits acquis par les salariés sont issus de l'application de la convention collective applicable (Publicité) et les hypothèses retenues pour l'évaluation de l'engagement sont les suivantes :

- un taux annuel d'actualisation financière de 1 %.
- un taux d'augmentation des salaires de 2 % et de rotation du personnel calculé par société,
- un taux de mortalité correspondant aux tables de survie INSEE 2008/2010, distinguant hommes et femmes,
- un âge de départ à la retraite de 65 ans,
- les charges sociales patronales sont prises en compte dans le montant de l'engagement.
- un taux de turnover identique à celui retenu l'année précédente et décroissant en fonction de l'âge.
- les écarts actuariels ont été comptabilisés dans les comptes sociaux en exploitation pour ceux liés aux écarts d'expérience et en financier pour ceux liés à la diminution du taux d'actualisation et à l'actualisation du coût des services rendus.
- le tableau des provisions fait apparaître la variation de l'engagement sur l'exercice.

Garantie à première demande à durée déterminée et renouvelable donnée par la SMC en faveur de Total Marketing services. La SMC se porte garant de Spir et de ses filiales Adrexo, Advertising Content, Regicom, Concept Multimedia et Cip à concurrence d'une somme forfaitaire maximum de 330 000 €. Cet engagement est pris pour un an à compter du 13 février 2015, il est renouvelable pour la même durée de validité par tacite reconduction.

La société Spir a opté pour le régime fiscal de groupe, à compter du 1^{er} janvier 1989.

En tant que société-mère, elle s'est constituée seule redevable de l'impôt sur le résultat d'ensemble du groupe Spir Communication, conformément à l'article 223A du Code Général des Impôts.

Les économies d'impôts réalisées par le groupe constitué entre la société mère et les sociétés intégrées, liées aux déficits éventuels, seront réallouées immédiatement aux sociétés intégrées déficitaires, qui bénéficieront ainsi d'un produit immédiat.

Les économies ou charges autres que celles liées aux déficits réalisées à l'occasion de l'intégration tels que correctifs, avoir fiscaux et crédits d'impôts des déficitaires, exemption de l'imposition de la quote-part de frais et charges, seront conservées chez la société mère et constatées en produits ou charges.

La société CIP a comptabilisé un produit d'impôt sur l'exercice 2016 de 43.5 milliers d'euros, produit d'impôt qui résulte uniquement de l'application de la convention d'intégration fiscale.

Le 12 décembre 2016, suite à l'homologation par le Tribunal de commerce de Marseille des accords portant sur la cession de son pôle de diffusion d'imprimés publicitaires, constitué des sociétés Adrexo, Advertising Production, Advertising Services et CIP, Spir Communication confirme la réalisation desdites opérations de reprise à compter du 03 janvier 2017 par les propriétaires de Colis Privé (Eric Paumier et Frédéric Pons, leader privé de la distribution de colis au domicile des particuliers) et de Cibléo (Guillaume Salabert, spécialiste de l'échantillonnage et de la diffusion de journaux). La passation avec les tris nouveaux actionnaires s'est déroulée dans les meilleurs conditions afin d'assurer le développement pérenne d'Adrexo et des sociétés associées.

Le 30 décembre 2016, la société Spir Communication fait apport au profit de la société bénéficiaire, la société CIP au siège social à Aix-en-Provence. Cet apport est effectué pour une valeur de 8 390 milliers d'euros. La valeur de l'apport a été fixée sur la base de la valeur vénale de l'immeuble apporté. En rémunération de l'apport, la société CIP a attribué au profit de la société Spir Communication 524 375 actions d'une valeur nominale de 16 euros chacune.

Augmentation du capital en date du 3 janvier 2017 en numéraire libérée par compensation d'une créance en compte courant détenu par Spir à l'encontre de CIP pour 3,4 millions d'euros.

Augmentation du capital en numéraire libérée en espèces d'un montant de 10 millions d'euros.



KPMG Audit
7 boulevard Albert Einstein
BP 41125
44311 Nantes Cedex 3
France

Téléphone : +33 (0)2 28 24 10 03
Télécopie : +33 (0)2 28 24 10 13
Site internet : www.kpmg.fr

Hopps Group S.A.S. (ex CIP S.A.S.)

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2016

Hopps Group S.A.S. (ex CIP S.A.S.)

1330, avenue Guillaibert de la Lauzière - Europarc de Pichaury - Bât. D5 - ZI les
Milles - BP 30460 - 13592 Aix-en-Provence Cedex 3

Ce rapport contient 34 pages

Référence : GC-172-33

KPMG S.A.,
société française membre du réseau KPMG
constitué de cabinets indépendants adhérents de
KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse.

Société anonyme d'expertise
comptable et de commissariat
aux comptes à directoire et
conseil de surveillance.
Inscrite au Tableau de l'Ordre
à Paris sous le n° 14-30080101
et à la Compagnie Régionale
des Commissaires aux Comptes
de Versailles.

Siège social :
KPMG S.A.
Tour Egho
2 avenue Gambetta
92066 Paris la Défense Cedex
Capital : 5 497 100 €.
Code APE 6920Z
775 726 417 R.C.S. Nanterre
TVA Union Européenne
FR 77 775 726 417



KPMG Audit
7 boulevard Albert Einstein
BP 41125
44311 Nantes Cedex 3
France

Téléphone : +33 (0)2 28 24 10 03
Télécopie : +33 (0)2 28 24 10 13
Site internet : www.kpmg.fr

Hopps Group S.A.S. (ex CIP S.A.S.)

Siège social : 1330, avenue Guilibert de la Lauzière - Europarc de Pichaury - Bât. D5 - ZI les Milles - BP 30460 - 13592 Aix-en-Provence Cedex 3
Capital social : € 22 402 432

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2016

Aux Associés,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos statuts, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2016, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société Hopps Group S.A.S. (ex CIP S.A.S.), tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Président. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1 Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « Faits significatifs, règles et méthodes comptables - Autres informations » de l'annexe aux comptes annuels relative à la continuité d'exploitation.

2 Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3 Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les documents adressés aux associés sur la situation financière et les comptes annuels.

Nantes, le 21 juin 2017

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.



Gwenaël Chedaleux
Associé

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2016	31/12/2015
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	17 945 538	16 594 581	1 350 957	2 205 509
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	344 563	25 433	319 130	449 181
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions	8 390 000	2 292	8 387 708	
Installations techniques, matériel, outillage	27 964	27 964		
Autres immobilisations corporelles	3 022 277	2 665 644	356 633	305 167
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts	129 954		129 954	97 780
Autres immobilisations financières	164 562		164 562	194 562
ACTIF IMMOBILISE	30 024 858	19 315 915	10 708 943	3 252 199
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	32 090		32 090	5 341
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	4 713 951	621 355	4 092 596	11 711 972
Autres créances	779 682		779 682	1 668 766
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement				
(dont actions propres :)				
Disponibilités	6		6	437
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	352 390		352 390	198 774
ACTIF CIRCULANT	5 878 120	621 355	5 256 764	13 585 291
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
TOTAL GENERAL	35 902 978	19 937 271	15 965 707	16 837 489

Rubriques	31/12/2016	31/12/2015
Capital social ou individuel (dont versé : 8 950 000)	8 950 000	560 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Ecart de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	56 000	56 000
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)	4	4
Report à nouveau	-2 220 337	-1 624 529
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	-1 617 968	-595 808
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
CAPITAUX PROPRES	5 167 699	-1 604 333
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	267 935	484 282
Provisions pour charges	1 498 218	1 497 643
PROVISIONS	1 766 153	1 981 925
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	110 511	78 764
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)	29 528	71 682
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 878 877	2 589 858
Dettes fiscales et sociales	3 471 204	4 003 383
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	144 301	1 088 544
Autres dettes	3 397 434	8 586 000
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance		41 667
DETTES	9 031 855	16 459 898
Ecart de conversion passif		
TOTAL GENERAL	15 965 707	16 837 489

Rubriques	France	Exportation	31/12/2016	31/12/2015
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens				
Production vendue de services	17 826 927		17 826 927	18 358 35
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	17 826 927		17 826 927	18 358 35
Production stockée			952 670	998 05
Production immobilisée				1 00
Subventions d'exploitation			3 748 201	5 415 86
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			12 502	7 24
Autres produits				
PRODUITS D'EXPLOITATION			22 540 300	24 780 50
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stock (marchandises)			-55 060	
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)				
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			10 046 942	12 068 34
Autres achats et charges externes			445 843	396 39
Impôts, taxes et versements assimilés			7 309 662	6 764 85
Salaires et traitements			3 219 009	3 268 01
Charges sociales				
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			1 602 218	1 976 45
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			613 555	
Dotations aux provisions			71 145	301 00
Autres charges			10 497	67
CHARGES D'EXPLOITATION			23 263 812	24 775 75
RESULTAT D'EXPLOITATION			-723 512	4 75
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés				
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS				
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions			282 700	58 12
Intérêts et charges assimilées			34 758	61 28
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			317 458	119 40
RESULTAT FINANCIER			-317 458	-119 40
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			-1 040 970	-114 64

Rubriques	31/12/2016	31/12/2015
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Produits exceptionnels sur opérations en capital	1 238	
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges	163 538	102 438
PRODUITS EXCEPTIONNELS	164 776	102 438
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	62 922	202 438
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	696 947	77 537
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions	25 433	319 000
CHARGES EXCEPTIONNELLES	785 302	598 975
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-620 527	-496 537
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices	-43 529	-15 374
TOTAL DES PRODUITS	22 705 076	24 882 946
TOTAL DES CHARGES	24 323 043	25 478 755
BENEFICE OU PERTE	-1 617 968	-595 808

Faits significatifs, règles et méthodes comptables

Le 12 décembre 2016, suite à l'homologation par le Tribunal de commerce de Marseille des accords portant sur la cession de son pôle de diffusion d'imprimés publicitaires, constitué des sociétés Adrexo, Advertising Production, Advertising Services et CIP, Spir Communication confirme la réalisation desdites opérations de reprise à compter du 03 janvier 2017 par les propriétaires de Colis Privé (Eric Paumier et Frédéric Pons, leader privé de la distribution de colis au domicile des particuliers) et de Cibléo (Guillaume Salabert, spécialiste de l'échantillonnage et de la diffusion de journaux). La passation avec les tris nouveaux actionnaires s'est déroulée dans les meilleurs conditions afin d'assurer le développement pérenne d'Adrexo et des sociétés associées.

Le 30 décembre 2016, la société Spir Communication fait apport au profit de la société bénéficiaire, la société CIP su siège social à Aix-en-Provence. Cet apport est effectué pour une valeur de 8 390 milliers d'euros. La valeur de l'apport a été fixée sur la base de la valeur vénale de l'immeuble apporté. En rémunération de l'apport, la société CIP a attribué au profit de le société Spir Communication 524 375 actions d'une valeur nominale de 16 euros chacune.

MODES ET METHODES D'EVALUATION

Les états financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2016 ont été établis en conformité avec le règlement de l'Autorité des Normes Comptables n ° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées en conformité avec le Plan Comptable Général, dans le respect du principe de prudence, et suivant les hypothèses de base suivantes :

- Continuité de l'exploitation,
- Indépendance des exercices,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants exprimés sont en euros.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont présentées ci-après.

IMMOBILISATIONS

Depuis le 1 janvier 2005 est appliqué le règlement CRC 2002-10, relatif à l'avis sur l'amortissement et à la dépréciation sur les actifs.

Les frais d'acquisition sont comptabilisés en charge.

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition conformément à l'avis 04-15 du CNC.

Concernant les fonds de commerce une provision peut être constatée si la valeur économique est inférieure à la valeur nette comptable.

Les amortissements sont calculés d'après la durée d'utilisation estimée suivant les instructions du règlement 02-10 du CRC.

	DUREE	METHODE
Logiciels < à 15 000 €	1 an	Linéaire / dégressif
Logiciels > à 15 000 €	5 ans	Linéaire
Logiciels développés en interne	3 ans	Linéaire

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition conformément à l'avis 04-15 du

CNC (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisitions des immobilisations) ou à leur coût de production.

L'amortissement est calculé sur la durée d'utilisation estimée suivant les instructions du règlement 02-10 du CRC.

Les durées et méthodes d'amortissement sont les suivantes :

	DUREE	METHODE
Constructions	20 ans	Linéaire
Agencements, Aménagements	5 à 8 ans	Linéaire
Matériel de transport	3 à 5 ans	Linéaire
Matériel technique	5 à 8 ans	Linéaire
Autres matériels et mobilier	3 à 8 ans	Linéaire

EVALUATION DES IMMOBILISATIONS FINANCIERES

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur des avantages futurs de la société est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Des provisions pour risques et charges sont constituées dans le respect des principes comptables et du règlement CRC 00-06.

Les provisions pour risques et charges sont constatées lorsque l'entreprise a une obligation à l'égard d'un tiers et qu'il est probable ou certain que cette obligation provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci. Les mouvements correspondent aux litiges nés ou dénoués sur l'exercice.

EVALUATION DES DETTES ET DES CREANCES

Les dettes et les créances sont évaluées à leur valeur nominale.

L'ensemble du poste client est constitué d'un grand nombre de créances de faible valeur réparties sur plusieurs milliers de clients.

Elles font l'objet d'une provision en fonction de leur risque d'irrecouvrabilité. Ce risque est apprécié en prenant en considération le risque spécifique lié au client et l'antériorité de la créance.

PROVISION POUR RETRAITE

La société comptabilise ses provisions pour indemnités de fin de carrière dans les comptes sociaux.

REMUNERATIONS DES DIRIGEANTS

Le détail de la rémunération des mandataires sociaux n'est pas indiqué pour des raisons de confidentialité car cela reviendrait à donner des informations nominatives.

AUTRES INFORMATIONS

La continuité d'exploitation de la société repose sur l'augmentation du capital en date du 3 janvier 2017 en numéraire libérée par compensation d'une créance en compte courant détenu par Spir à l'encontre de CIP pour 3 452 milliers d'euros et sur l'augmentation du capital en numéraire libérée en espèces d'un montant de 10 millions d'euros.

Ainsi, les prévisions de trésorerie sur 12 mois sont basées sur la réalisation d'un budget 2017 et sont revues en permanence sur la base des résultats réalisés et sur la base des mesures complémentaires telles que :

- des mesures conservatoires et d'économies,
- une gestion optimisée du besoin en fonds de roulement,
- un préfinancement du CICE,
- le recours à des moyens de financement à court terme de type affacturage,
- l'étude de tout autre moyen de financement tel que :
 - . le crédit bancaire,
 - . le crédit-bail,
 - . le recours à l'étalement de charges sociales et fiscales,

Notes relatives au bilan

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT			
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	17 786 332		4 223 995
Terrains			
Constructions sur sol propre			8 390 000
Constructions sur sol d'autrui			
Const. Install. générales, agenc., aménag.			
Install. techniques, matériel et outillage ind.	27 964		
Installations générales, agenc., aménag.	212 921		20 575
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique, mobilier	2 622 620		169 407
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	2 863 505		8 579 982
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations			
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	292 342		92 174
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	292 342		92 174
TOTAL GENERAL	20 942 179		12 896 150

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT				
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES	451 568	3 268 658	18 290 101	
Terrains				
Constructions sur sol propre			8 390 000	
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions, installations générales, agenc.				
Installations techn., matériel et outillages ind.			27 964	
Installations générales, agencements divers			233 496	
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique, mobilier		3 246	2 788 781	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES		3 246	11 440 241	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières		90 000	294 516	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES		90 000	294 516	
TOTAL GENERAL	451 568	3 361 904	30 024 858	

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
RAIS D'ÉTABLISSEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT				
UTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	15 131 821	1 462 761		16 594 581
terrains				
onstructions sur sol propre		2 292		2 292
onstructions sur sol d'autrui				
onstructions installations générales, agenc., aménag.				
stallations techniques, matériel et outillage industriels	27 964			27 964
stallations générales, agenc. et aménag. divers	101 390	24 035		125 425
atériel de transport				
atériel de bureau et informatique, mobilier	2 428 984	113 130	1 895	2 540 219
mballages récupérables, divers				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	2 558 338	139 457	1 895	2 695 900
TOTAL GENERAL	17 690 159	1 602 218	1 895	19 290 482

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES							
Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	

RAIS ETBL

UT. INC.

terrains
onstruct.
sol propre
sol autrui
installations
install. Tech.
install. Gén.
lat. Transp.
lat bureau
mbal récup.

CORPOREL.

Acquis. titre				
TOTAL				

charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentations	Dotations	Fin d'exercice
---	------------------	---------------	-----------	----------------

rais d'émission d'emprunts à étaler
rimes de remboursement des obligations

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES				
Provisions pour litiges	290 150	49 710	93 360	246 500
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions, obligations similaires	1 497 643	282 700	282 125	1 498 218
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.				
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	194 132	39 678	212 375	21 435
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	1 981 925	372 088	587 860	1 766 153
Dépréciations immobilisations incorporelles		25 433		25 433
Dépréciations immobilisations corporelles				
Dépréciations titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participation				
Dépréciations autres immobilis. financières				
Dépréciations stocks et en cours				
Dépréciations comptes clients	7 800	613 555		621 355
Autres dépréciations				
DEPRECIATIONS	7 800	638 989		646 789
TOTAL GENERAL	1 989 725	1 011 077	587 860	2 412 942
Dotations et reprises d'exploitation		702 943	424 322	
Dotations et reprises financières		282 700		
Dotations et reprises exceptionnelles		25 433	163 538	
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts	129 954		129 954
Autres immobilisations financières	164 562		164 562
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	4 713 951	4 713 951	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	289 869	289 869	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	933	933	
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices			
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	340 839	340 839	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés			
Etat, autres collectivités : créances diverses	9 995	9 995	
Groupe et associés	43 529	43 529	
Débiteurs divers	94 517	94 517	
Charges constatées d'avance	352 390	352 390	
TOTAL GENERAL	6 140 539	5 846 023	294 516

Montant des prêts accordés en cours d'exercice	32 174
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice	
Prêts et avances consentis aux associés	

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine	110 511	110 511		
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers	29 528	1 657	27 872	
Fournisseurs et comptes rattachés	1 878 877	1 878 877		
Personnel et comptes rattachés	1 498 661	1 498 661		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	660 646	660 646		
Etat : impôt sur les bénéfices				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	1 108 423	1 108 423		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	203 474	203 474		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	144 301	144 301		
Groupe et associés	3 397 434	3 397 434		
Autres dettes				
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL GENERAL	9 031 855	9 003 983	27 872	

Emprunts souscrits en cours d'exercice	22 755
Emprunts remboursés en cours d'exercice	64 910
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés	

Compte	Libellé	31/12/2016	31/12/2015	Ecart
PRODUITS A RECEVOIR				
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES				
4181000	*Clients - Factures à établir		5 593,82	-5 593,82
4181900	*Clients Groupe - Factures à établir	12 600,00		12 600,00
TOTAL CLIENTS ET COMPTES RATTACHES		12 600,00	5 593,82	7 006,18
AUTRES CREANCES				
4098000	*Rabais, remises, ristournes à obtenir	80 712,00	71 040,00	9 672,00
TOTAL AUTRES CREANCES		80 712,00	71 040,00	9 672,00
TOTAL PRODUITS A RECEVOIR		93 312,00	76 633,82	16 678,18

Compte	Libellé	31/12/2016	31/12/2015	Ecart
CHARGES A PAYER				
DETTES FOURNISSEURS CPTEs RATTACH				
4081000	'Fournisseurs - Factures non parven	1 151 755,76	1 578 160,76	-426 405,00
TOTAL DETTES FOURNISSEURS CPTEs RATTACH		1 151 755,76	1 578 160,76	-426 405,00
DETTES FISCALES ET SOCIALES				
4282000	'Personnel - Dettes provisionnées p	553 444,89	581 252,62	-27 807,73
4283500	'Personnel - Primes à payer	858 949,06	398 391,00	460 558,06
4286000	'Personnel - Autres charges à payer	86 267,00	31 905,00	54 362,00
4382000	'Organismes sociaux - Charges socia	250 710,65	263 307,57	-12 596,92
4486000	'Etat, autres charges à payer		18 547,00	-18 547,00
4486330	'Formation professionnelle continue	95 369,05	54 283,74	41 085,31
4486340	'Effort construction à payer	30 194,49	32 174,83	-1 980,34
4486350	'Taxe d'apprentissage à payer	45 626,32	48 619,32	-2 993,00
4486360	'Cotisations handicapés à payer	27 037,00	32 597,00	-5 560,00
4486370	'Organic à payer		12 402,89	-12 402,89
4486400	'CET à payer	-9 994,74	-24 859,00	14 864,26
4486500	'Taxe sur les véhicules de société	5 238,00	6 057,00	-819,00
TOTAL DETTES FISCALES ET SOCIALES		1 942 841,72	1 454 678,97	488 162,75
TOTAL CHARGES A PAYER		3 094 597,48	3 032 839,73	61 757,75

Charges et produits constatés d'avance

Déclaration au 31/12/2016

Compte	Libellé	31/12/2016	31/12/2015	Ecart
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE				
4860000	'Charges constatées d'avance	352 389,93	198 774,34	153 615,59
TOTAL CHARGES CONSTATEES D'AVANCE		352 389,93	198 774,34	153 615,59
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE				
4870000	'Produits constatés d'avance		-41 666,66	41 666,66
TOTAL PRODUITS CONSTATES D'AVANCE			-41 666,66	41 666,66

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
actions ordinaires	559 375			16
actions amorties				0,00
actions à dividende prioritaire sans droit de vote				0,00
actions préférentielles				0,00
parts sociales				0,00
certificats d'investissements				0,00

Rubriques	Entreprises liées	Participations
ACTIF IMMOBILISE		
Capital souscrit non appelé		
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles		
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles		
Participations		
Créances rattachées à des participations		
Prêts		
Autres titres immobilisés		
Autres immobilisations financières		
ACTIF CIRCULANT		
Avances et acomptes versés sur commandes		
Créances clients et comptes rattachés	2 881 830	
Autres créances	43 529	
Capital souscrit appelé, non versé		
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités		
DETTES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers		
Avances et acomptes reçus sur commandes		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	4 805	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	3 397 434	
Produits de participations		
Autres produits financiers		
Charges financières	32 204	

Notes relatives au compte de résultat

Nature des charges	Montant	Imputation au compte
Charges exceptionnelles pour litiges prud'homme	149 037	6718800
Autres charges exceptionnelles d'exploitation	-86 115	6718000
VNC sur cession d'éléments d'actif incorporels	695 596	6751000
VNC sur cession d'éléments d'actis corporels	1 351	6752000
Dotations aux amortissements exceptionnels des immobilisations	25 433	6871000
TOTAL	785 302	

Nature des produits	Montant	Imputation au compte
Reprise sur provisions pour risques et charges	163 538	7875000
Produits des cessions d'immobilisations corporelle	1 238	7752000
TOTAL	164 776	

	TOTAL
--	-------

Nature des transferts	Montant	Imputation au compte
Transfert de charges d'exploitation	334 934	7910000
Transfert de charges d'assurance	4 937	7910050
Transfert de charges de personnel	77 102	7910064
Refacturation interne	2 925 149	7919000
TOTAL		3 342 122

La société a opté pour l'inscription du CICE en réduction des charges de personnel pour un montant de 169 766 €. Le CICE a permis le financement de l'amélioration de la compétitivité de notre entreprise, en nous permettant de poursuivre nos efforts en matière d'investissement et de prospection de nouveaux marchés.

Autres informations

Identité des sociétés mères
consolidant les comptes de la
société

Dénomination sociale - siège social	Forme	Montant capital	% détenu
PIR COMMUNICATION AIX EN PROVENCE IRET 31708267502343	SA	24 981 644	100,00 %

Effectifs	Personnel salarié	Personnel à disposition de l'entreprise
CADRE	79	
AGENT DE MAITRISE	48	
EMPLOYES	22	
TOTAL	149	

La société comptabilise le montant de ses engagements en matière d'indemnités de départ à la retraite dans ses comptes sociaux depuis 1995.

Le Groupe a fait effectuer une évaluation actuarielle de ses engagements relatifs aux indemnités de fin de carrière, en cas de départs volontaires, en date du 31 décembre 2016.

Les droits acquis par les salariés sont issus de l'application de la convention collective applicable (Publicité) et les hypothèses retenues pour l'évaluation de l'engagement sont les suivantes :

- un taux annuel d'actualisation financière de 1 %.
- un taux d'augmentation des salaires de 2 % et de rotation du personnel calculé par société,
- un taux de mortalité correspondant aux tables de survie INSEE 2008/2010, distinguant hommes et femmes,
- un âge de départ à la retraite de 65 ans,
- les charges sociales patronales sont prises en compte dans le montant de l'engagement.
- un taux de turnover identique à celui retenu l'année précédente et décroissant en fonction de l'âge.
- les écarts actuariels ont été comptabilisés dans les comptes sociaux en exploitation pour ceux liés aux écarts d'expérience et en financier pour ceux liés à la diminution du taux d'actualisation et à l'actualisation du coût des services rendus.
- le tableau des provisions fait apparaître la variation de l'engagement sur l'exercice.

Garantie à première demande à durée déterminée et renouvelable donnée par la SMC en faveur de Total Marketing services. La SMC se porte garant de Spir et de ses filiales Adrexo, Advertising Content, Regicom, Concept Multimedia et Cip à concurrence d'une somme forfaitaire maximum de 330 000 €. Cet engagement est pris pour un an à compter du 13 février 2015, il est renouvelable pour la même durée de validité par tacite reconduction.

La société Spir a opté pour le régime fiscal de groupe, à compter du 1^{er} janvier 1989.
En tant que société-mère, elle s'est constituée seule redevable de l'impôt sur le résultat d'ensemble du groupe Spir Communication, conformément à l'article 223A du Code Général des Impôts.

Les économies d'impôts réalisées par le groupe constitué entre la société mère et les sociétés intégrées, liées aux déficits éventuels, seront réallouées immédiatement aux sociétés intégrées déficitaires, qui bénéficieront ainsi d'un produit immédiat.

Les économies ou charges autres que celles liées aux déficits réalisées à l'occasion de l'intégration tels que correctifs, avoir fiscaux et crédits d'impôts des déficitaires, exemption de l'imposition de la quote-part de frais et charges, seront conservées chez la société mère et constatées en produits ou charges.

La société CIP a comptabilisé un produit d'impôt sur l'exercice 2016 de 43.5 milliers d'euros, produit d'impôt qui résulte uniquement de l'application de la convention d'intégration fiscale.

Le 12 décembre 2016, suite à l'homologation par le Tribunal de commerce de Marseille des accords portant sur la cession de son pôle de diffusion d'imprimés publicitaires, constitué des sociétés Adrexo, Advertising Production, Advertising Services et CIP, Spir Communication confirme la réalisation desdites opérations de reprise à compter du 03 janvier 2017 par les propriétaires de Colis Privé (Eric Paumier et Frédéric Pons, leader privé de la distribution de colis au domicile des particuliers) et de Cibléo (Guillaume Salabert, spécialiste de l'échantillonnage et de la diffusion de journaux). La passation avec les tris nouveaux actionnaires s'est déroulée dans les meilleurs conditions afin d'assurer le développement pérenne d'Adrexo et des sociétés associées.

Augmentation du capital en date du 3 janvier 2017 en numéraire libérée par compensation d'une créance en compte courant détenu par Spir à l'encontre de CIP pour 3,4 millions d'euros.

Augmentation du capital en numéraire libérée en espèces d'un montant de 10 millions d'euros.

HOPPS GROUP
SAS au capital de 22 402 432 euros
ZI des Milles, Europarc de Pichaury, Bâtiment D5,
1330 avenue Guilibert de la Lauzière,
BP 30460, 13592 Aix-en-Provence cedex 3
RCS Aix-en-Provence 319 428 967

PROCES-VERBAL
DE L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE DES ASSOCIES
DU 29 JUIN 2017

L'an deux mille dix-sept, le jeudi 29 juin, à 15 h 30,

au siège social,

Les associés de la société Hopps Group se sont réunis en assemblée générale mixte, sur convocation du président.

Conformément à l'article 21.5.1(b) des statuts de la société, M. Frédéric Pons préside la présente séance en sa qualité de président de la société.

Monsieur Hervé Marion, Directeur Général de Hopps Services Support, assiste à la présente séance sur autorisation des associés.

Monsieur Hervé Marion est désigné en qualité de secrétaire de séance.

La feuille de présence certifiée exacte par le président et le secrétaire de séance permet de constater que les associés présents ou représentés possèdent la totalité des actions ayant droit de vote, de sorte que la condition de quorum est satisfaite et que l'assemblée peut valablement délibérer sur les résolutions inscrites aux ordres du jour.

Les représentants du comité d'entreprise, Madame Christiane Cohen et Monsieur Ridha Allouche, régulièrement convoqués, sont présents.

La société KPMG SA, co-commissaire aux comptes, régulièrement convoquée, représentée par Monsieur Frédéric Verdier, est présente.

La société Audita SARL, co-commissaire aux comptes, régulièrement convoquée, représentée par Monsieur Jean-Marc Eyssautier, est absente excusée.

Monsieur le président met à la disposition des associés et des représentants du comité d'entreprise et dépose sur le bureau de la présente séance les documents suivants :

- les statuts de la société,
- la feuille de présence,
- les lettres de convocation des associés,
- les lettres de convocation des commissaires aux comptes,
- les lettres de convocation des représentants du comité d'entreprise,
- le rapport du président,
- le rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2016,

PA 1 E

- le rapport spécial des commissaires aux comptes sur le projet de délégation de compétence au président aux fins d'augmentation de capital avec suppression du droit préférentiel de souscription au bénéfice des salariés,
- les comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2016 (bilan, compte de résultat et annexe), et
- le projet de texte des résolutions.

Monsieur le président rappelle que les associés sont appelés à délibérer sur les ordres du jour suivants :

ORDRE DU JOUR ORDINAIRE

- Lecture du rapport du président ;
- Lecture du rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2016 ;
- Lecture du rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions visées à l'article L.227-10 du Code de commerce ;
- Approbation des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2016 (*première résolution*) ;
- Affectation du résultat net comptable de l'exercice clos le 31 décembre 2016 (*deuxième résolution*) ;
- Approbation des conventions visées à l'article L227-10 du code de commerce (*troisième résolution*).

ORDRE DU JOUR EXTRAORDINAIRE

- Lecture du rapport du président ;
- Lecture du rapport spécial des commissaires aux comptes sur le projet de délégation de compétence au président aux fins d'augmentation de capital avec suppression du droit préférentiel de souscription au bénéfice des salariés ;
- Délégation de compétence au président aux fins d'augmenter le capital social d'un montant maximum de six cent quatre-vingt-douze mille huit cent soixante-quatre (692.864) euros, par émission de quarante-trois mille trois cent quatre (43 304) actions ordinaires réservées aux salariés dans les conditions prévues à l'alinéa 2 de l'article L. 225-129-6 du Code de commerce applicable sur renvoi de l'article L. 227-1 du même code et à la section 4 du chapitre II du titre III du livre III de la troisième partie du Code du travail (*quatrième et cinquième résolutions*).

Monsieur le président indique qu'il est fait mention dans l'ordre du jour ordinaire du rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions visées à l'article L.227-10 du Code de commerce.

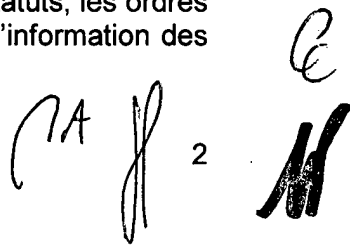
Il précise que l'établissement de ce rapport n'est pas requis selon les commissaires aux comptes de la société au motif que la société était unipersonnelle au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2016.

Il conclut que la mention de ce rapport dans l'ordre du jour constitue donc une erreur matérielle.

Les associés présents le reconnaissent, ce dont l'assemblée prend acte.

Puis, Monsieur le président déclare que, conformément à l'article 21.4 des statuts, les ordres du jour, le projet de texte des résolutions et les documents nécessaires à l'information des

NA 2



associés, à savoir, les comptes annuels, les rapports des commissaires aux comptes et le rapport du président ont été mis à leur disposition au siège social huit jours au moins avant la présente séance. Il déclare que l'ensemble de ces documents a également été communiqué au comité d'entreprise.

Puis, Monsieur le président présente les comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2016 et donne lecture de son rapport.

Lecture est ensuite donnée du rapport des commissaires aux comptes.

La discussion est ouverte.

Personne ne demandant la parole, le président met successivement aux voix les résolutions figurant aux ordres du jour :

PREMIERE RESOLUTION

Lecture faite du rapport du président et du rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2016, et

connaissance prise des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2016,

l'assemblée générale,

statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les décisions collectives ordinaires,

- (i) approuve les comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2016, à savoir le bilan, le compte de résultat et l'annexe, tels qu'ils ont été présentés, faisant ressortir une perte de (1 617 967,51) euros ;
- (ii) approuve les dépenses effectuées au cours de l'exercice écoulé ayant trait aux opérations visées à l'article 39-4 du Code général des impôts pour un montant global de 281 euros, et
- (iii) donne quitus entier et sans réserve à :
 - la société Spir Communication de l'exécution de son mandat de président au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2016,
 - Monsieur Hervé Pagazani de l'exécution de son mandat de directeur général pour la période allant du 1^{er} avril 2016 au 31 juillet 2016,
 - et Monsieur Jean-Philippe Dubs de l'exécution de son mandat de directeur général pour la période allant du 1^{er} août 2016 au 31 décembre 2016.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION

Lecture faite du rapport du président et après avoir constaté que les comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2016 font apparaître une perte de (1 617 967,51) euros,

l'assemblée générale,

RA 3 E

statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les décisions collectives ordinaires,

- (i) décide d'affecter le résultat net comptable de l'exercice clos le 31 décembre 2016 se soldant par une perte d'un montant de (1 617 967,51) au poste « report à nouveau » dont le solde débiteur est ainsi porté de (2 220 336,88) à (3 838 304,39) euros, et
- (ii) constate, conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, qu'aucun dividende n'a été distribué au titre des trois exercices précédents.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME RESOLUTION

L'assemblée générale,

statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les décisions collectives ordinaires,

constate, en tant que de besoin, qu'aucune convention réglementée n'est intervenue au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2016.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

QUATRIEME RESOLUTION

Lecture faite du rapport du président et du rapport spécial des commissaires aux comptes sur le projet de délégation de compétence au président aux fins d'augmentation du capital social avec suppression du droit préférentiel de souscription au bénéfice des salariés et,

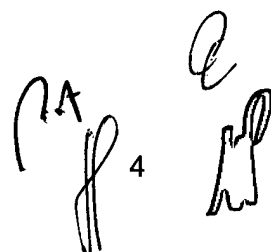
conformément aux dispositions des articles L. 225-129-6 du Code de commerce et L. 3332-18 et suivants du Code du travail,

l'assemblée générale,

statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les décisions collectives extraordinaires,

délègue au président, pour une durée d'un (1) an à compter de la présente assemblée, sa compétence à l'effet d'augmenter le capital social, en une ou plusieurs fois, d'un montant maximum de 692 864 euros, par émission d'un nombre maximum de 43 304 actions de 16 euros de valeur nominale chacune, étant précisé que le prix d'émission des actions ordinaires sera déterminé par le président conformément aux dispositions des articles L. 3332-18 et suivants du Code du travail.

Cette résolution, mise aux voix, est rejetée à l'unanimité.

Handwritten signatures and initials at the bottom right of the page. There are two distinct signatures, one appearing to be 'NA' followed by a flourish, and another more stylized signature. A small number '4' is written between them.

CINQUIEME RESOLUTION

Lecture faite du rapport du président et du rapport spécial des commissaires aux comptes sur le projet de délégation de compétence au président aux fins d'augmentation du capital social avec suppression du droit préférentiel de souscription au bénéfice des salariés et,

l'assemblée générale,

statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les décisions collectives extraordinaires,

supprime le droit préférentiel de souscription des associés à ces 43 304 actions devant être émises sur délégation aux termes de la quatrième résolution pour en réserver la souscription, directement ou par l'intermédiaire d'un fonds commun de placement d'entreprise, aux adhérents à un plan d'épargne et/ou à un plan partenarial d'épargne volontaire tels que prévus aux articles L. 3332-18 et suivants du Code du travail qui seraient ouverts aux salariés de la société et des sociétés qui lui sont liées au sens de l'article L. 225-180 du Code de commerce, remplissant en outre les conditions éventuellement fixées par le président.

Cette résolution, mise aux voix, est rejetée à l'unanimité.

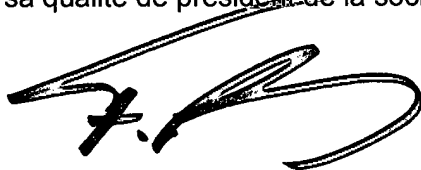
CLOTURE

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée à 16h30.

De tout ce que dessus il a été dressé le présent procès-verbal, qui après lecture, a été signé par le président de séance, le secrétaire de séance et les représentants du comité d'entreprise.

Président de séance

Frédéric Pons, en sa qualité de président de la société



Secrétaire de séance

Hervé Marion



Les représentants du comité d'entreprise

Christiane Cohen



Ridha Allouche

